



Halte soins addictions à Marseille :

Nos associations s'associent à AIDES et Médecins du Monde et saisissent le tribunal administratif contre l'abandon du projet

Communiqué de presse – Marseille, le 14 avril 2025

Ingérences politiques, excès de pouvoir, incohérences et opacité du processus de décision... la charge contre l'État est lourde mais les faits sont là : la gestion du projet de HSA à Marseille est un véritable cas d'école des nombreux abus et manquements de la puissance publique dans la mise en œuvre de ces dispositifs. Au mépris de la loi, de la science et des personnes concernées.

En complément de la procédure juridique engagée au niveau national par Médecins du Monde, qui met en lumière les obstructions de l'État dans plusieurs projets de HSA sur le territoire, le « cas marseillais » est à ce point édifiant qu'il fait l'objet à lui seul d'une seconde procédure en contentieux devant le tribunal administratif. Objectif : pointer les motivations éminemment politiques qui ont conduit à l'enterrement du projet de HSA à Marseille. Et faire annuler l'avis défavorable de janvier 2024.

AIDES, ASUD Marseille, le Bus 31/32, la Fédération Addiction PACA et Nouvelle Aube s'associent à Médecins du Monde dans cette procédure. Nos associations dénoncent les conséquences directes de cet abandon sur la santé des personnes concernées.

Les HSA ont pourtant prouvé leur efficacité. Ces structures offrent des services de soins, de suivi social, d'hébergement, et réduisent les risques liés à la consommation¹. Leur impact positif en matière de tranquillité publique ou de réduction des nuisances liées aux consommations de rue est aussi largement documenté. Divers rapports, y compris ceux demandés par le gouvernement, soulignent la nécessité d'intégrer ce

¹ Selon l'INSERM, à Paris et Strasbourg, elles permettent d'éviter jusqu'à 69 % des overdoses, 71 % des passages aux urgences, ainsi que 77 % des infections graves (abcès, endocardites). Enfin, leur impact économique est significatif : 11,1 millions d'euros d'économie, dont 6 millions à Paris. Selon cette même enquête, les HSA permettent une baisse de 96% du partage de seringues, permettant un contexte favorable au recul du VIH et des hépatites.

dispositif dans le droit commun. Celui de l'IGA-IGAS² d'octobre 2024 recommande même de légaliser au plus vite l'ouverture des haltes soins addictions, de faciliter leur implantation et de pérenniser les HSA existantes. Des recommandations à l'exact opposé de l'inaction et des obstructions récurrentes de l'État sur ce dossier.

A Marseille, dans un contexte de dégradation constante de la santé et des conditions de vie des usagers-es les plus vulnérables, l'ouverture d'une HSA est essentielle pour compléter les dispositifs de réduction des risques déployés depuis 40 ans sur le territoire. Comment justifier cette inaction dans une ville qui fut pionnière et qui reste exemplaire en matière de politique publique de réductions des risques ?

“ Au regard de ce que nos associations constatent chaque jour sur le terrain, du drame sanitaire et social qui se joue sous nos yeux, il est temps de mettre la puissance publique face à ses responsabilités. La mise en œuvre des HSA est gravée dans la loi depuis 2016. Dans un État de droit, il n'est pas acceptable que les postures sécuritaires prévalent sur la science et sur la loi. La justice doit en prendre acte”, conclut Didier Febvrel, représentant de Médecins du Monde en PACA.

Contacts presse

ASUD Mars Say Yeah : Antoine Henry, directeur – 06 21 93 11 92 – asud.marseille.direction@gmail.com

Fédération Addiction : Laurence Emin, déléguée PACA – 06 80 73 08 82 – l.emin@ad-med.fr

Médecins du Monde : Didier Febvrel, administrateur Médecins du Monde, référent PACA – 06 25 35 56 35

Nouvelle Aube : Joachim Levy, directeur – 06 07 32 69 63

Bus 31-32 : Victor Martin, responsable du pôle ressources – 06 59 50 03 19

AIDES : Margot Cherrid – mcherrid@aides.org – 06 10 41 23 86

² Les Haltes soins addictions: un dispositif expérimenté depuis 2016 pour réduire les risques et les nuisances associés à la consommation de stupéfiants dans l'espace public, octobre 2024, rapport IGA-IGAS https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2024/12/f9877cd97-4988-4fdd-9931-3bc32dc7ef83/sharp_/ANX/2024-036r-hsa43.pdf